

ORGANISATION
INTERNATIONALE
DU TRAVAIL



Distr.
GENERALE
E/2342
E/AC.36/15
22 novembre 1952
FRANCAIS
Original: ANGLAIS

TROISIEME RAPPORT SUR L'ETAT DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL
DU TRAVAIL FORCE, A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET
SOCIAL ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU BUREAU INTERNATIONAL
DU TRAVAIL

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>
I. Organisation et ouverture de la troisième session	1 - 6
II. Adoption de l'ordre du jour	7
III. Audition de représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres personnes auxquelles le Comité a adressé une invitation	8 - 11
IV. Suite de l'étude de la question du travail forcé	12 - 13
V. Lettres aux gouvernements	14 - 17
VI. Autres questions étudiées par le Comité	18 - 21
VII. Quatrième session du Comité	22
VIII. Adoption du troisième rapport sur l'état des travaux du Comité	23
ANNEXE	
Texte de la lettre adressée aux gouvernements	

TROISIEME RAPPORT SUR L'ETAT DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL DU
TRAVAIL FORCE, A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL ET
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU BUREAU INTERNATIONAL
DU TRAVAIL

CHAPITRE I

Organisation et ouverture de la troisième session

1. Le Comité spécial du travail forcé, institué conjointement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le directeur général du Bureau international du Travail en vertu de la résolution 350 (XIII) du Conseil économique et social, a tenu sa troisième session du 14 octobre au 22 novembre 1952 à l'Office européen des Nations Unies à Genève.

2. Sir Ramaswami Mudaliar, M. Paal Berg et M. E. Garcia-Sayan, membres du Comité, ont participé à la session.

3. La session a été ouverte par Sir Ramaswami Mudaliar, élu Président et Rapporteur du Comité à la première session de celui-ci.

4. Le Comité avait pour secrétaire M. M. Simon et pour conseiller technique M. H. Zwahlen.

5. Les organisations non gouvernementales suivantes, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, se sont fait représenter aux séances publiques du Comité :

Catégorie B et Registre :

Société anti-esclavagiste

Union catholique de service
social

6. Le Comité a confirmé la décision qu'il avait prise précédemment (E/2153, paragraphe 7) de se réunir normalement en séance privée. Ses membres ont également continué, comme ils l'avaient déjà fait à la première session (E/2153, paragraphe 8), à procéder à des échanges de vues avant de prendre des décisions officielles. Toutes ces décisions officielles ont été prises au cours de séances du Comité régulièrement constituées. Le Comité a tenu dix-huit séances dont deux publiques. Les comptes rendus analytiques des séances figurent dans les documents E/AC.36/SR.27 - 44, mais seuls les comptes rendus des séances publiques ont fait l'objet d'une distribution générale.

CHAPITRE II

Adoption de l'ordre du jour

7. A sa vingt-huitième séance, le Comité a examiné et adopté son ordre du jour provisoire (E/AC.36/14) ainsi libellé :

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Suite de l'étude de la question du travail forcé, compte tenu des nouvelles réponses reçues des gouvernements, de la documentation réunie par le Secrétariat et des documents soumis par les organisations non gouvernementales.
4. Audition de représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres personnes auxquelles le Comité a adressé une invitation.
5. Autres questions
6. Troisième rapport sur l'état des travaux du Comité.

CHAPITRE III

Audition de représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres personnes auxquelles le Comité a adressé une invitation

8. Au cours de sa deuxième session, qu'il a tenue à New-York, le Comité a entendu les représentants d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales et d'autres personnes auxquelles il avait adressé une invitation conformément à la procédure exposée dans la Résolution II. Le Comité avait alors estimé que ces auditions lui avaient permis d'obtenir des renseignements complémentaires sur certains aspects de la question du travail forcé dont ne faisaient pas état les documents dont il disposait, et il avait décidé d'entendre les représentants de quatre organisations non gouvernementales et un particulier qui avaient demandé à comparaître devant le Comité au cours de sa troisième session à Genève. En même temps, il avait invité deux autres organisations à lui fournir un complément d'information pour lui permettre de décider s'il y avait lieu d'inviter également ces organisations à envoyer des représentants pour qu'ils puissent être entendus à Genève.¹⁾

9. Au début de sa troisième session, le Comité a décidé d'entendre un représentant de l'une de ces deux organisations qui avait, dans les délais voulus, soumis un mémorandum plus détaillé en réponse à la demande faite par le Comité. Le Comité a

1) On trouvera au chapitre III (D) et au chapitre IV du deuxième rapport sur l'état des travaux du Comité (E/2276) un exposé plus détaillé de ces décisions et de la procédure générale suivie par le Comité pour les auditions.

également examiné deux autres memorandums soumis après la clôture de la deuxième session et il a décidé d'inviter les auteurs de ces deux memorandums - il s'agit d'une organisation et d'un particulier - à comparaître devant le Comité, afin qu'ils puissent être entendus et interrogés.

10. La liste des organisations entendues et interrogées par le Comité à sa troisième session s'établit comme suit : Société anti-esclavagiste, Commission internationale contre le régime concentrationnaire, Comité des juristes libres, Fédération internationale des journalistes libres, "National Committee for a Free Albania" et "Polish Association of Former Soviet Political Prisoners". Le Comité a, en outre, entendu deux particuliers qui avaient été invités à comparaître conformément aux décisions sus-mentionnées.

11. Le Comité a souligné une fois de plus que ces auditions avaient pour objet de compléter les principaux documents qui se trouvent déjà à sa disposition.

CHAPITRE IV

Suite de l'étude de la question du travail forcé

12. Pour la suite de l'étude de la question du travail forcé, le Comité disposait de la documentation et des renseignements ci-après :

- a) Les réponses de 46 gouvernements à son questionnaire ¹⁾ (E/AC.36/11 et Add.1 à 21) ainsi que les textes législatifs cités dans ces réponses;
- b) les allégations et les réponses à ces allégations faites au cours des débats que le Conseil économique et social a consacrés au travail forcé (Procès-verbaux officiels de la huitième à la douzième sessions du Conseil);
- c) documentation transmise par les gouvernements et une organisation non gouvernementale (E/AC.36/4 et Add. 1 et 2) au sujet des allégations faites au cours des débats du Conseil;
- d) documentation réunie par le Comité se rapportant aux sources de renseignements mentionnées plus haut et complétant celles-ci;
- e) documentation et renseignements soumis au Comité par des organisations non-gouvernementales et des particuliers conformément à la résolution II (E/2153, paragraphe 20).

1) quarante-deux gouvernements avaient répondu avant la fin de la deuxième session. La liste de ces gouvernements est reproduite au paragraphe 11 du deuxième rapport sur l'état des travaux (E/2276). Depuis lors, des réponses ont également été reçues de l'Australie, de la Birmanie, de l'Indonésie et de la Nouvelle-Zélande.

13. En procédant à l'examen de cette documentation et de ces renseignements, le Comité a, à la demande de son Président, étudié à nouveau les termes de son mandat en vue de déterminer s'il pouvait définitivement adopter l'interprétation de ce mandat telle qu'elle est énoncée dans les paragraphes 11 à 14 du premier rapport sur l'état des travaux du Comité (E/2153). Le Comité a décidé de confirmer cette interprétation de son mandat. Le Président a rappelé en outre qu'au cours de sa première session, le Comité était arrivé à la conclusion qu'il ne pourrait adopter une définition du travail forcé que lorsqu'il aurait achevé l'étude de la question (E/2153, paragraphe 13). Le Comité a de nouveau examiné cette question au cours de sa troisième session et il a décidé de l'étudier lors de l'examen du projet de son rapport final.

CHAPITRE V

Lettres aux gouvernements

14. Au cours de sa deuxième session, le Comité a émis l'opinion qu'il conviendrait d'informer les gouvernements des allégations relatives à l'existence du travail forcé dans leurs pays ou territoires respectifs, d'indiquer dans les lettres transmettant ces allégations, les témoignages et documents présentés à l'appui et notamment les lois et les règlements invoqués, et de prier les gouvernements de faire parvenir leurs observations. La tâche principale du Comité au cours de sa troisième session a donc consisté à préparer un résumé des allégations et de la documentation dont il dispose en ce qui concerne les pays ou territoires des différents gouvernements.

15. Les documents contenant ces résumés ont été mis au point par les membres du Comité au cours d'une série de réunions officielles qui ont eu lieu pendant la majeure partie de la session. Le Comité a officiellement adopté ces documents au cours de ses quarantième, quarante-et-unième et quarante-deuxième séances.

16. Le Comité a souligné qu'en l'état actuel de ses travaux, il n'était parvenu à aucune conclusion ni sur la pertinence des allégations, ni sur la valeur des éléments d'information et de la documentation résumés dans ces documents, et que ceux-ci étaient communiqués à titre confidentiel aux seuls gouvernements intéressés pour observations.

17. Lors de sa quarante-et-unième séance, le Comité a adopté le texte d'un modèle de lettre de couverture à adresser aux gouvernements sous la signature du Président. Le texte de cette lettre est reproduit en annexe au présent rapport.

CHAPITRE VI

Autres questions examinées par le Comité

A. Enquêtes sur place

18. Au cours de ses première et deuxième sessions, le Comité a décidé (E/2153, paragraphe 26 et E/2276, paragraphe 36) de remettre à plus tard toute décision relative aux enquêtes sur place. A sa quarantième séance, il a décidé de ne prendre aucune mesure sur ce point pour l'instant.

B. Préparation du rapport final

19. A sa quarante et unième séance, le Comité a procédé à un examen préliminaire de la nature et de la portée de son rapport final. Comme il a été décidé, à la première session, que le Président remplirait également les fonctions de rapporteur, le Comité lui a demandé de rédiger la partie de fond du rapport final et de la transmettre pour observations aux autres membres du Comité.

20. Dans ce projet, il sera tenu compte des réponses des gouvernements au questionnaire, des allégations et documents résumés et transmis aux gouvernements intéressés au cours de la présente session, des commentaires et observations que ces gouvernements pourront faire parvenir avant la quatrième session et de tous autres renseignements que le Comité aura pu réunir.

C. Programme du travail du Secrétariat après la troisième session

21. A sa quarante et unième séance, le Comité a décidé de charger le Secrétariat d'entreprendre, après la troisième session, les tâches suivantes :

1. Mise en oeuvre des décisions du Comité.
2. Préparation administrative de la quatrième session.
3. Achèvement, le cas échéant, de l'analyse des réponses des gouvernements au questionnaire du Comité qui pourraient parvenir au Secrétariat après la troisième session.
4. Achèvement des recherches sur les textes législatifs et autres cités dans les réponses des gouvernements; ces textes seront soumis au Comité en même temps que l'analyse prévue au point 3.
5. Aider le Président et rapporteur à rédiger le rapport en lui fournissant les documents et mémoires techniques dont il pourra avoir besoin.
6. Tenir les membres du Comité au courant de l'état d'avancement des travaux pour la préparation du rapport et leur fournir les documents et mémoires techniques dont ils pourraient avoir besoin.

7. Préparer un historique des événements qui ont amené la création du Comité et rédiger un exposé objectif des travaux du Comité depuis sa création.
8. Après consultation avec le Président, prendre toutes les mesures techniques utiles en vue de la présentation du projet de rapport à l'ouverture de la quatrième session du Comité.
9. Conformément aux directives du Président, poursuivre les recherches afin de tenir à jour la documentation du Comité et communiquer aux membres les résultats de ces recherches.
10. Communiquer au Président et aux membres du Comité toutes les réponses à la lettre du Président du 22 novembre 1952, que les gouvernements auraient fait parvenir.

CHAPITRE VII

Quatrième session du Comité

22. A sa quarante et unième séance, le Comité a pris acte avec satisfaction de l'invitation du Directeur général du Bureau international du travail, qui met à la disposition du Comité le Bureau international du travail à Genève pour sa quatrième session; le Comité a pris acte de la déclaration du Directeur général lui indiquant que cette invitation était faite avec l'approbation du Secrétaire général des Nations Unies et il a décidé de tenir sa quatrième session à Genève au Bureau international du travail. La session commencera probablement le 17 avril 1953 et durera jusqu'au 22 mai 1953.

CHAPITRE VIII

Adoption du troisième rapport sur l'état des travaux du Comité

23. A sa quarante-quatrième séance, le 22 novembre 1952, le Comité a adopté son troisième rapport sur l'état de ses travaux à soumettre au Conseil économique et social et au Conseil d'administration du Bureau international du travail.

ANNEXE

Texte de la lettre mentionnée dans le paragraphe 17

Genève, le 22 novembre 1952

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser cette note au nom du Comité spécial du travail forcé créé par le Conseil économique et social en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail et dont les membres ont été désignés d'un commun accord par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général du Bureau international du Travail, conformément aux dispositions de la résolution 350 (XII) du Conseil économique et social.

Le mandat de ce Comité spécial est défini comme suit dans la résolution 350 (XII) :

"a) Etudier la nature et l'étendue du problème posé par l'existence dans le monde de systèmes de travail forcé ou de travail de "redressement correctif" qui sont appliqués à titre de coercition politique ou de sanctions à l'égard de personnes qui possèdent ou expriment certaines opinions politiques, et dont le développement est tel qu'ils constituent un élément important de l'économie d'un pays donné, en examinant les textes législatifs et réglementaires ainsi que leur application au regard des principes rappelés ci-dessus et, si le comité le juge utile, en prenant en considération de nouveaux témoignages;

"b) Faire rapport au Conseil économique et social et au Conseil d'administration du Bureau international du Travail sur les résultats des études que le comité aura effectuées et sur l'état d'avancement de ses travaux dans ce domaine."

Au cours de sa première session, le Comité a adopté l'interprétation suivante de son mandat :

"Le Comité a interprété son mandat (résolution 350 (XII) du Conseil économique et social) en ce sens qu'il comprend une enquête et ensuite une étude des systèmes de travail forcé. D'après les allégations faites, ces systèmes peuvent être de deux sortes. La première forme est celle du travail forcé correctif, c'est-à-dire du travail forcé destiné à redresser les opinions politiques des personnes qui n'acceptent pas l'idéologie du gouvernement au pouvoir, ces personnes étant envoyées pour un temps plus ou moins long dans des camps de détention où les autorités s'efforcent de redresser leurs opinions politiques tout en les soumettant à un travail obligatoire. L'autre forme de travail forcé est celle qui consiste à faire travailler certains individus contre leur gré aux fins de réaliser des plans économiques de l'Etat, ce travail étant de nature telle qu'il contribue dans une large mesure à l'exécution des plans en question. Dans les deux cas, le travail forcé est imposé soit en application de la loi, soit en vertu des mesures administratives prises par le gouvernement.

"En conséquence, le Comité se doit d'examiner, pour tous les pays, les lois et règlements qui se rapportent aux formes existantes de travail forcé. Le Comité devrait aussi examiner les pratiques administratives en rapport avec le travail forcé, que celui-ci ait son fondement dans la loi ou dans les prescriptions administratives.

"Le Comité est en outre arrivé à la conclusion que, bien qu'il puisse prendre comme base la définition du travail forcé contenue dans la convention N° 29 de l'Organisation internationale du Travail, toute la perspective dans laquelle cette convention a été élaborée s'est depuis lors modifiée et que, de ce fait, le Comité ne pourra adopter une définition qu'après l'étude d'une partie au moins de la documentation soumise à son examen. Cette définition ne sera possible qu'au moment où le Comité approchera du terme de ses travaux. En attendant, il doit s'en tenir à la notion de travail forcé que l'on peut déduire des termes de son mandat.

"Le Comité entend accomplir sa tâche, dans les limites de son mandat, sans préjugé d'aucune sorte, en toute impartialité et objectivité, sur un plan universel, en ayant uniquement en vue la défense des droits de l'homme et l'amélioration de la condition des travailleurs." (document E/2153, paragraphes 11 à 14).

Le Comité spécial du travail forcé a maintenant tenu trois sessions: la première à Genève en octobre 1951, la deuxième à New-York en juin-juillet 1952 et la troisième à Genève en octobre-novembre 1952. Il a présenté des rapports sur l'état d'avancement des travaux de ces trois sessions dans les documents E/2153, E/2276, E/2341 qui, pour plus de
... commodité, sont joints à la présente lettre.

Au cours de sa première session, le Comité a adressé à tous les gouvernements un questionnaire en se fondant sur l'interprétation de son mandat (résolution N° III du Comité E/2153, paragraphe 22). Il a invité toutes les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou de l'Organisation internationale du Travail à faire savoir au Comité si elles souhaitaient être entendues et interrogées et, le cas échéant, à communiquer au Comité la documentation et les informations dont elles pourraient disposer et qui seraient intéressantes pour le Comité, du fait même de son mandat, tel qu'il a été interprété (résolution N° II du Comité, E/2153, paragraphe 1 (c)); cette faculté a également été accordée aux organisations autres que celles qui sont dotées du statut consultatif et aux particuliers qui en ont fait la demande, conformément aux dispositions stipulées dans la résolution II (E/2153, paragraphe 21).

Au cours de ses deuxième et troisième sessions, le Comité a examiné les réponses des gouvernements au questionnaire (E/AC.36/11 et E/AC.36/11 Add. 1-21), ainsi que les textes législatifs cités dans ces réponses, les allégations et les réponses à ces allégations faites au cours des débats que le Conseil économique et social a consacrés au travail forcé (procès-verbaux officiels de la huitième à la douzième sessions), la documentation transmise par les gouvernements et les organisations non gouvernementales au sujet de ces allégations (E/AC.36/4 et Add. 1 et 2), la documentation et les renseignements soumis au Comité par des organisations non gouvernementales ou des particuliers et enfin la documentation complémentaire réunie par le Comité lui-même, qui a utilisé à cette fin les sources de renseignements mentionnées plus haut.

Au cours de ses deuxième et troisième sessions, le Comité a également procédé à l'audition d'un certain nombre de représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres personnes auxquelles le Comité avait adressé une invitation conformément à la procédure exposée dans la résolution N° II. Ces auditions avaient pour objet de compléter la documentation dont le Comité était déjà saisi.

Lors de sa deuxième session, le Comité s'est déclaré d'avis qu'il y aurait lieu d'informer les gouvernements des allégations relatives à l'existence du travail forcé, d'indiquer dans les lettres transmettant ces allégations, les témoignages et documents présentés à l'appui et notamment les lois et les règlements invoqués, et de prier les gouvernements de faire parvenir leurs observations. Le Comité m'a en outre demandé de préparer ces lettres et de les soumettre pour approbation à la troisième session du Comité (E/2176, paragraphe 35).

En conséquence, les allégations ainsi que la documentation et les autres éléments de preuve se rapportant à votre gouvernement ont été résumés par le Comité dans le document non officiel joint à la présente lettre. Le Comité prendra cette documentation en considération lorsqu'il rédigera son rapport définitif au Conseil économique et social et au Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Il tient à souligner qu'en l'état actuel de ses travaux, il n'est parvenu à aucune conclusion ni sur la pertinence des allégations ni sur la valeur des éléments d'information et de la documentation résumés dans le document ci-joint.

Le Comité estime que les commentaires et les observations de votre gouvernement lui seraient extrêmement utiles pour l'accomplissement de sa tâche. Il a approuvé le texte de cette lettre et m'a demandé, en ma qualité de Président, aux termes d'une décision adoptée le 20 novembre 1952, lors de sa quarante-et-unième séance, de communiquer ledit document à votre Gouvernement et de prier ce dernier de lui faire parvenir tous commentaires ou toutes observations qu'il pourrait avoir à présenter au sujet des documents ci-joints. Le Comité vous serait très obligé de bien vouloir lui envoyer ces commentaires et observations avant le 20 février 1953. Je me permets de rappeler que les réponses doivent être adressées au Président du Comité spécial du travail forcé, c/o Organisation des Nations Unies, New-York ou au Bureau international du Travail à Genève.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. Ramaswami MUDALIAR
Président du Comité spécial du
travail forcé